



ns et le nouvel extractivisme vert européen

Par alberto valz gris

La "transition écologique" prévue par l'Union européenne a un petit quelque chose de nouveau et de vert : l'un de ses vecteurs est la relocalisation de l'extraction des minéraux stratégiques à l'intérieur des frontières de l'UE. si la consommation d'énergie stockée dans des batteries rechargeables ne fait que "masquer" les émissions, la matérialité de cette transition affectera particulièrement les zones montagneuses.

Parmi les nombreux sommets de la haute vallée du Viù se trouve la Punta Corna, un éperon rocheux bien visible depuis le fond de la vallée, entre les vallées du Veil et du Servin. Le guide historique CAI-TCI compilé par Berutto et Fornelli énumère de nombreux itinéraires sur ses parois abruptes, dont la fréquentation récente semble toutefois sporadique. Cependant, ce n'est pas seulement une petite poignée d'alpinistes qui ont posé les yeux sur ces formations rocheuses. Au contraire, les parois de la Corna ont récemment fait l'objet d'une attention médiatique pour une question tout à fait différente et, à bien des égards, opposée à la récréation en haute montagne. En effet, ce complexe montagneux est au centre d'un regain d'intérêt géologique orienté vers l'extraction d'une ressource minérale, le cobalt, dont l'importance stratégique est proclamée et la valeur marchande croissante. Cette opération de prospection géologique, appelée projet Punta Corna, est menée par une société australienne répondant au nom d'Alta Zinc, par l'intermédiaire de sa filiale italienne Energia Minerals.

Les paragraphes suivants présentent brièvement la question de Punta Corna dans le contexte plus large de l'extraction stratégique des minéraux, de ce que l'on appelle la "transition écologique" et du développement local, en particulier à la suite du travail de recherche que j'ai effectué au cours des quatre dernières années sur l'extraction du lithium sur le plateau d'Atacama, à cheval sur l'Argentine et le Chili. L'objectif est de nourrir un débat critique et une conscience politique à l'égard d'une dynamique, celle de l'extraction des ressources minérales, qui, selon toute vraisemblance, reviendra affecter de nombreux territoires ruraux et montagneux d'Europe continentale.

Qu'y a-t-il d'écologique dans la transition écologique ?

Comme les espaces alpins qui entourent Punta Corna, mais un peu plus étendus, le plateau d'Atacama est un environnement de haute altitude d'une grande et précieuse beauté. Tout comme le lithium, qui abonde à cet endroit précis de la cordillère des Andes, le cobalt est un matériau inestimable pour la fabrication des batteries rechargeables les plus avancées, en clair, celles que nous portons tous dans nos poches au quotidien et qui alimentent un nombre croissant d'appareils électroniques. Ces mêmes batteries qui alimentent les smartphones sont requises en quantités et en tailles de plus en plus importantes pour deux raisons principales : premièrement, la transition vers les énergies renouvelables (qui varient dans le temps - pensez au vent par temps calme ou à l'énergie solaire lorsque la lune brille) nécessite des formes nouvelles et plus efficaces de stockage de l'énergie. Deuxièmement, la décision d'abandonner les combustibles

fossiles et la poussée subséquente vers la mobilité électrique nécessitent également des moyens efficaces de stockage de l'énergie. À ce jour, cette fonction est principalement assurée par les batteries lithium-ion. Malgré son nom, le lithium n'est pas le seul ingrédient de ces batteries. Bien qu'il existe de nombreuses combinaisons chimiques pour réaliser cette technologie, le marché et les États en sont venus ces dernières années à définir un groupe de "métaux de batterie", qui comprend normalement le lithium, le nickel, le graphite, le cuivre et même le cobalt. En faisant quelques calculs mentaux sur le nombre de voitures, scooters et vélos électriques que nous avons vus ces derniers mois, et en multipliant ce nombre par les kilogrammes de matières premières nécessaires à chacune de ces applications, nous arrivons à une intuition très simple : la transition dite écologique, telle qu'elle a été organisée jusqu'à présent, nécessitera une quantité sans précédent de matières premières, et en particulier de ces métaux de batterie.

Pour en revenir à Punta Corna, ce sont les responsables de Strategic Minerals, la société turinoise chargée de la phase de prospection géologique, qui soulignent que le succès du projet pourrait générer une synergie productive avec une autre affaire non moins importante, à savoir celle d'Italvolt à Scarmagno.

Le projet d'Italvolt consiste à construire une usine de batteries de grande capacité, l'une des premières, sinon la première, du pays. L'entreprise a signé un accord il y a quelques semaines pour acquérir une partie de l'ancienne usine Olivetti dans la zone d'Eporedies.

Le boom de l'électricité sur lequel les dirigeants d'Alta Zinc et d'Italvolt fondent leurs projections est le même que celui qui a conduit de nombreux États à placer les métaux des batteries sur la liste des matières premières dites critiques. C'est le cas de l'Union européenne, qui a récemment opéré un virage assez important dans sa politique minière nationale. Ce revirement, qui consiste à donner un nouvel élan à la recherche et à l'extraction de matières premières au sein de la zone euro, est essentiellement un renversement de la tendance des dernières décennies, au cours desquelles on a préféré délocaliser l'exploitation minière (généralement sale et peu rentable) vers des pays situés au sud de l'équateur. Ramener l'extraction en Europe, indique un communiqué de la Commission européenne publié en septembre de l'année dernière, est un choix conséquent pour deux raisons.

D'une part, l'augmentation stable de la demande du marché que les matériaux critiques ont connue ces dernières années.

D'autre part, la fragilité des chaînes de valeur mondiales, exacerbée par l'impasse mondiale causée par la pandémie de SRAS-CoV-2. Bien sûr, l'UE n'est pas la seule entité à viser une telle politique : la recherche de minerais stratégiques est galopante aux États-Unis, par exemple. Le raisonnement est simple : pour réaliser la transition écologique, nous avons besoin de grandes quantités de matières premières critiques et nous ne pouvons plus compter uniquement sur les importations, nous devons donc nous les procurer nous-mêmes. Cette politique pourrait être qualifiée de "souveraineté extractive". L'aspect le moins discuté de ces trajectoires est qu'une politique minière souverainiste marque le retour d'activités économiques assez problématiques d'un point de vue social et environnemental, ce qui pose de nouvelles questions et de nouveaux problèmes pour ceux qui vivent dans des territoires riches en ressources.

En ce sens, le retour de l'exploitation minière dans la zone euro n'est pas vraiment une bonne nouvelle, tout comme il ne l'était pas dans les pays qui ont longtemps vécu de l'exploitation minière. Sans revenir sur les nombreuses études scientifiques qui ont documenté la dégradation de l'environnement et de la qualité de vie sur les sites miniers au fil des ans, je vous renvoie à une belle trilogie sur le lithium, le graphite et le cobalt publiée par le Washington Post il y a quelques années. Les journalistes du Post documentent les inégalités qui continuent de marquer l'extraction de ces matériaux qui, sur le papier, nous sont présentés comme des ingrédients clés de la durabilité. En fait, tout cela se fait au détriment d'expressions récentes telles que l'exploitation minière "verte" ou "durable", des pratiques par lesquelles les sociétés minières vont jusqu'au paradoxe de financer des projets de conservation écologique ou culturelle dans les écosystèmes dont elles tirent profit.

Ce processus, si l'on observe ses résultats tangibles sur le terrain, ne répond qu'au nom de "greenwashing". Témoin de la dimension destructrice de la transition écologique, une coalition mondiale d'ONG, de communautés locales et d'universitaires de 36 pays a récemment signé un appel exhortant l'Union européenne à abandonner le Green Deal sous sa forme actuelle. Comme l'indique la déclaration, les politiques et programmes européens entraîneront une expansion drastique de l'exploitation minière destructrice en Europe et dans les pays du Sud, ce qui est une mauvaise nouvelle pour le climat, les écosystèmes et les droits de l'homme dans le monde entier. L'appel a été résumé par un slogan très clair : "nous ne pouvons pas nous sortir de la crise climatique en creusant".

Deux aspects doivent donc être soulignés. D'une part, la soi-disant transition écologique continue d'impliquer une extraction massive de ressources naturelles non renouvelables. D'autre part, l'extraction de ces minerais est loin d'être propre, comme le laissent entendre des expressions telles que "extraction verte" ou "durable".

À quoi sert le cobalt ?

Spoiler : peut-être rien ! Ce qui a été esquissé jusqu'à présent est le tableau synthétique mais élargi dans lequel s'inscrit l'économie industrielle du cobalt, la ressource au centre de l'exploitation d'Alta Zinc à Punta Corna. Le cobalt illustre très clairement les décisions européennes en matière de souveraineté minière, car il s'agit essentiellement d'un monopole géographique. Selon les données mises à jour jusqu'en 2021 par le Service géologique des États-Unis, 70 % de ce minerai est en fait extrait en République démocratique du Congo, un pays notoirement instable sur le plan politique où les conditions d'exploitation sont tout simplement désastreuses. L'extraction du cobalt au Congo se caractérise par une organisation artisanale sans aucune forme de protection physique, sanitaire et juridique des travailleurs et par l'exploitation du travail des enfants. Ce matériau est également connu dans les médias pour sa toxicité potentielle, mais mon expertise ne me permet pas d'approfondir ce point.

Issu pour l'essentiel d'un contexte géopolitique, social et environnemental très complexe, le cobalt a été appelé le "diamant de sang" des métaux pour batteries, et certaines entreprises ont effectivement fait des efforts au fil des ans pour s'approvisionner en cobalt traçable et extrait de manière "équitable".

Ces caractéristiques largement problématiques expliquent deux trajectoires pour le moins divergentes : d'une part, les pays consommateurs comme ceux de l'Union européenne mettent en place des politiques de souveraineté minière, tentant de contourner les contradictions géopolitiques, économiques et sociales qui résultent de l'importation de cobalt.

D'autre part, la recherche électrochimique et industrielle s'oriente vers l'élimination pure et simple du cobalt de la chimie des batteries. En résumé : c'est trop compliqué, trop sale et trop peu fiable, essayons de nous en passer. Ce deuxième constat nous amène à nous interroger sur la possible inutilité de ce matériau (et donc de sa recherche et de son extraction) à moyen et long terme. Les batteries rechargeables sans cobalt ne sont en effet plus une expérience de laboratoire, mais depuis un an, plusieurs fabricants de batteries et de voitures électriques ont annoncé leur transition vers des batteries sans cobalt. C'est le cas de l'accord entre Panasonic et Tesla et de l'entreprise chinoise CATL, le plus grand fabricant de batteries au monde.

A ces observations, il convient d'ajouter une brève note sur le prix moyen du cobalt. Comme on le sait, le prix moyen de cette ressource a augmenté de manière significative au cours de l'année écoulée, ce qui a donné lieu à des projections économiques très optimistes de la part des promoteurs de l'exploration et de l'extraction de cette ressource. Toutefois, il convient de replacer cette évolution dans le contexte d'une augmentation drastique des prix des matières premières en général, qui s'est produite depuis le deuxième trimestre de l'année 2020. Si, en jetant un coup d'œil rapide aux données du Fonds monétaire international sur les matières premières, nous comparons l'évolution du prix moyen du cobalt au cours de l'année écoulée (+56%) avec celle disponible pour d'autres métaux de batteries (nickel, +42% et cuivre, +81%) et d'autres ressources minérales (aluminium, +60%), nous comprenons que cette croissance n'a rien d'exceptionnel. Et que par conséquent, ajoutée à l'éventuel désinvestissement du cobalt en tant que ressource pour les batteries, elle ne peut être considérée comme une mesure de la qualité de l'exploitation d'Alta Zinc à Punta Corna.

Sur la base de ces informations, les doutes sur la rentabilité à long terme du projet dans la haute vallée du Viù sont plus que légitimes. S'agirait-il d'une spéculation suite à l'augmentation générale des prix des matières premières en général, et des métaux des batteries en particulier, et de la possibilité de profiter de l'investissement important de ressources économiques dans le cadre du regain d'intérêt géologique de la Commission européenne ?

Est-il vrai que l'extraction des ressources génère le développement local ?

La question mériterait évidemment un traitement trop approfondi dans le cadre de cet espace, mais il est néanmoins utile d'en discuter quelques points. Commençons par le commencement : une phase typique de la mise en œuvre d'un projet extractif concerne la négociation avec les acteurs locaux. Souvent, les positions possibilistes de certains de ces acteurs (citoyens et administrateurs) sont liées à des discours sur la création d'emplois directs (dans la mine) et la création d'un marché économique induit (autour de la mine). L'hypothèse de base, selon ces positions, est que l'exploitation minière génère des emplois et, par conséquent, une trajectoire de développement local.

Une thèse bien connue dans le domaine des études sur les ressources naturelles, formulée par Richard Auty en 1993 dans un ouvrage au sous-titre éloquent "The Resource Curse" (la

malédiction des ressources), s'avère utile à cet égard.

Avec cette thèse, Auty a soutenu le paradoxe que la richesse en ressources d'un pays donné ne correspondait pas à sa croissance économique, bien au contraire. Selon ses études, la richesse en ressources naturelles se traduisait par une entrave à la croissance économique, une perspective que les réalités quotidiennes de pays comme le Congo semblent confirmer. Dans les cercles académiques, la validité de cette thèse a été largement débattue au fil des ans. Pourtant, vingt-cinq ans après sa formulation, un récent article de synthèse publié dans la revue *Resources Policy*, qui fait autorité en la matière, conclut que l'hypothèse selon laquelle la dépendance à l'égard des ressources naturelles affecte négativement la croissance reste, dans l'ensemble, convaincante.

Certes, la thèse d'Auty repose sur des observations à l'échelle de l'État-nation et reste donc un outil inadéquat pour évaluer les effets localisés, mais elle a le mérite de mettre en lumière le fait que la richesse en ressources n'est souvent pas une bénédiction déguisée, bien au contraire. Même deux économistes de la Banque mondiale - qui n'expriment certainement pas une position critique sur les questions sociales et environnementales - concluent que les booms économiques liés aux ressources naturelles ne font pas seulement le bonheur, mais aussi la croix des communautés locales. En bref, cela est dû à une combinaison de facteurs. Les emplois générés par l'industrie extractive sont souvent rares, de mauvaise qualité, préjudiciables à la santé du travailleur et de courte durée. Je vais tenter d'expliquer ces quatre caractéristiques.

Premièrement, l'industrie extractive a connu une forte évolution technique ces dernières années, avec des taux de mécanisation et d'automatisation du travail de plus en plus élevés et une réduction conséquente du nombre d'emplois requis. À cela s'ajoute une difficulté traditionnelle à trouver de la main-d'œuvre locale, de sorte que la main-d'œuvre est généralement constituée en grande partie de main-d'œuvre importée. En outre, du moins dans le contexte du Sud global, la main-d'œuvre locale se voit souvent attribuer les emplois les moins qualifiés et, par conséquent, les revenus les plus faibles. Deuxièmement, les revenus du secteur des ressources naturelles sont traditionnellement volatils, car ils sont intimement liés aux prix du marché mondial des ressources naturelles, et l'on sait que ces prix fluctuent fortement. Cet aspect amène à s'interroger sur la longévité réelle d'une exploitation extractive en tant que source de moyens de subsistance économique et de développement local. Enfin, si l'industrie extractive s'est incontestablement modernisée et est soumise à des réglementations environnementales plus strictes, elle reste une activité très polluante, avec des conséquences souvent néfastes sur la santé des travailleurs et sur les écosystèmes dans lesquels elle opère. Les coûts de réparation des dommages sanitaires et environnementaux causés par ces activités sont souvent très élevés et il n'est pas rare que les institutions locales ne les prennent pas en charge. Sur la base de ces quelques observations - qui constituent davantage une piste de réflexion qu'une discussion approfondie de ces questions - il convient de douter fortement de la promesse fondamentale sur laquelle reposent tous les projets tels que celui de Punta Corna, à savoir que l'acceptation des dommages écologiques et paysagers causés par l'exploitation minière se traduit par un développement social et économique pour les personnes qui vivent dans ces territoires.

Les montagnes au centre

Un rapide coup d'œil sur la situation géographique des principaux gisements de matières premières critiques permet de conclure cet argument : au centre du nouveau cycle minier européen se trouvent les montagnes. Les cartes disponibles sur le site de l'infrastructure européenne de données géologiques montrent que les reliefs montagneux et la localisation des minéraux stratégiques coïncident largement.

Les Alpes et les Apennins de cette péninsule, le Massif central français, les Pyrénées et la région des Balkans sautent immédiatement aux yeux. Sur un continent aussi densément peuplé, creuser la montagne, c'est anéantir de précieux espaces de biodiversité et de régulation climatique, des objectifs qui ne correspondent pas exactement aux bonnes intentions promues par le récent "tournant environnemental" de l'État et du marché. Il appartient donc plus que jamais aux cultures de montagne de revendiquer le droit d'exister et d'imaginer des trajectoires alternatives pour habiter cette planète.

15 février 2022